

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Ets MOREAU – MARIGNY MARMANDE
Carrière de grès calcaires

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- l'arrêté préfectoral n° 17845 du 15 février 2006 autorisant la SARL Carrières MORIN à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès calcaire sur la commune de Marigny-Marmande aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°20157 du 26 juin 2015, modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la société Carrières MORIN sur le territoire de la commune de Marigny-Marmande aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20610 du 9 octobre 2018, portant mutation au profit de la société Ets MOREAU de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grès calcaires et d'une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » sur la commune de Marigny-Marmande ;
- l'article 3.5.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 17845 du 15 février 2006 qui dispose : « [...] La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. À cette fin, trois piézomètres sont mis en place, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique. La conception et la réalisation de ces forages de contrôle de la qualité de l'eau souterraine doivent respecter les recommandations du fascicule de documentation AFNOR référencé FD-X31-614 (1999) relatif à la réalisation d'un forage de contrôle de l'eau souterraine [...] Des prélèvements sont réalisés une fois par an, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions [...] » ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 janvier 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;
- les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 25 février 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :
 - **Aucune surveillance des eaux souterraines n'est effectuée au droit du site, aucun piézomètre n'étant présent.**
- ce constat, déjà mis en évidence lors des visites d'inspection du 11 mai 2022 et du 29 novembre 2023, constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.5.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 17845 du 15 février 2006 ;
- les réponses apportées par l'exploitant suite aux visites d'inspection des 11 mai 2022, 29 novembre 2023 et 28 novembre 2024 ne permettent actuellement pas de certifier l'absence de risque de pollution des eaux souterraines au droit du site ;

- ce constat est susceptible d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Aussi, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Ets MOREAU de respecter les prescriptions de l'article 3.5.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 17845 du 15 février 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-11 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société Ets MOREAU, exploitant une carrière de grès calcaires sur le territoire de la commune de Marigny-Marmande aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.5.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 17845 du 15 février 2006 :

- Soit en mettant en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site via un réseau de trois piézomètres (un amont et deux aval hydraulique) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Soit en apportant les éléments nécessaires pour justifier de l'absence de risque de pollution des eaux souterraines au droit du site dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse au Préfet d'Indre-et-Loire et à l'inspection des installations classées :

- Dans un délai de 1 mois : le plan d'implantation des trois piézomètres ou la certification écrite de l'absence de risque pour les eaux souterraines ;
- Dans un délai de 2 mois : le bon de commande signé pour la création des piézomètres, dans le cas de la mise en place de la surveillance des eaux souterraines ;
- Dans un délai de 4 mois : les rapports de fin de travaux des trois piézomètres, dans le cas de la mise en place de la surveillance des eaux souterraines ;
- Dans un délai de 6 mois : le premier rapport d'analyses des eaux souterraines, dans le cas de la mise en place de la surveillance des eaux souterraines.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus pour ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire - SAIPP/Bureau de l'environnement - 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

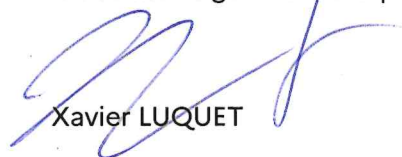
Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

Article 4 – Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, le maire de la commune de MARIGNY-MARMANDE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ETS MOREAU par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le 06 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Xavier LUQUET

